L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux—No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS,

DIMANCHE MATIN, 14 NOVEMBRE.

La Compagnie de Levées de la Louisiane,

AU PUBLIC.

Bureau de la Compagnie de Levées de la Louisiane, No 22 de la rue Carondelet,

Nlle-Orléans, 13 novembre 1875.

Le soussigné, président de la compagnie de levées de la Louisiane, au nom des directeurs et des actionnaires, croit devoir à ces derniers et au public de publier les faits suivants en réponse aux fausseté réitérés qui ont paru dans la Presse de la Nlle-Orléans.

Les fondateurs de la compagnie (et non pas nous), qui ont fait des contrats avec l'Etat de la Louisiane, pour la construction et le maintien des levées, en février 1871, se virent incapables, faute de capitaux, de remplir les conditions de leur marché. L'Etat avait déjà émis pour plus de $8,000,000 de bons à débourser par un bureau de commissaires; ces bons avaient beaucoup perdu de leur valeur; l'Etat ne pouvait plus fournir les moyens de continuer les travaux et ne pouvait pins obtenir de crédit. Les levées étaient avariées, elles avaient disparu dans bien des endroits et, toute la partie des terres d'alluvion devait, infailliblement, à moins de précautions, être inondée à la prochaine baisse du fleuve.

L'Etat se trouvait dans l'impossibilité de construire les levées; la nouvelle compagnie telle qu'elle était constituée, était également impuissante à faire les travaux qui avaient été entrepris. C'était la position en 1871.

Quelques messieurs, parmi lesquels étaient des présidents de banques, de grands propriétaires fonciers et des capitalistes, tous d'anciens résidents, qui croyaient être utiles à la Louisiane, se réunirent alors et décidèrent qu'ils emploieraient une partie de leurs fonds pour essayer de faire ce que ni l'Etat, ni la nouvelle compagnie, ni les habitants riverains ne pouvaient faire.

Ils acquirent, comme seul moyen d'atteindre le but, les franchises de la nouvelle compagnie qui, à cette époque, était le seul intermédiaire possible. Ils prirent ainsi un capital de plus de $400,000, en décembre 1871, et commencèrent à reconstruire, par l'entremise de leur commission d'ingénieurs, les levées de l'Etat croyant les plus nécessaires; ils les construisirent toutes et se conformèrent à toutes les conditions de l'Etat.

Grâce à leur capital et à leur crédit, ils parvinrent à achever, complètement, plus de cent levées et en commencèrent un grand nombre d'autres avant de recevoir une seule piastre de l'Etat.

En octobre 1872, ils firent 2,557,761 yardes cubes de levées, pour lesquelles il était dû $1,534,656,60, dont $292,000 seulement leur avaient été payées. La Compagnie avait payé à des sous-contracteurs, du premier au dernier jour, une moyenne de près de trente-cinq cents par yarde cube, en sus de la base du comptant, outre le casuel et les dépenses nécessaires. La perte de la Compagnie, en intérêt seulement sur les balances dues pour travaux exécutés (balances qui sont d'environ $1,500,000 et intérêts à 10 pour cent pendant trois ans et demi), s'élève à $525,000. La balance (de $1a Compagnie, sur le nouveau contrat de construction faite de ce qu'elle a reçu pour la construction et les réparations, était de près d'un million et demi de piastres.

La Compagnie a fait, en tout, 5,917,553 yardes cubes de levées, et le montant qu'elle a réclamé à l'Etat, pour la construction, réparations, est de $3,296,947, (lu prétend qu'elle réclame de grandes bénéfices; si tel est le cas, qu'on explique comment l'action, qui est de $15 et sur laquelle aucun dividende n'a jamais été payé, se vend de dent à cinq piastres!

Le fait est que la somme totale reçue de l'Etat, jusqu'ici, ($1,751,390), a été consacrée à l'établissement de levées. Outre l'argent reçu de l'Etat, la Compagnie a obtenu d'autres sommes, avancé et dépensé $780,000, ou environ un tiers du coût des levées construites jusqu'à ce jour; elle n'a reçu, en paiement de cette somme, guère plus que des insultes d'écrivains anonymes, dictées, dans certains cas, par des personnes vénales que ses refus avaient désappointées, et, dans d'autres cas, venaient d'employés destitués.

Combien de négociants de la Nouvelle-Orléans ou d'ailleurs voudraient se charger de construire, pour faire des levées en Louisiane à raison de cinquante cents la yarde cube et attendre leur argent ou an ou davantage, sans toucher d'intérêt, après avoir payé, à des sous-contracteurs, une moyenne de trente-cinq cents par yarde cube, au comptant ou son équivalent, un intérêt sur tous les emprunts et d'autres dépenses encore? Ils n'existent pas, convenant que la yarde cube leur a coûté au moins quarante cents—tous frais compris.

La Compagnie n'a pas cessé, un seul instant, d'être fidèle à son contrat, mais l'Etat a toujours été, il est encore en défaut. Il existe une idée absurde parmi ceux-là mêmes qui devraient être mieux renseignés, où s'imagine, sans savoir pourquoi, que la Compagnie devrait faire toutes les levées dont la Louisiane a besoin, les faire de son propre fonds, sans ordre et sans rétribution. Elle a, pour ce qui lui est encore dû, exécuté des travaux qui représentent pleinement la somme et, cependant, elle est insolvable à cause du refus de l'Etat parce qu'elle demande à être payé, en bons dépréciés, ce qui, d'après le contrat, devrait lui être remis en plein.

Des montagnes d'actions, en bons et en mandats qui ne reposent sur rien, et tant que le public en est informé, et dont l'origine est entachée de fraude, ont été émis, mais on tente de répudier l'honnête dette de la compagnie et celle-ci est livrée à l'exécration publique parce qu'elle réclame des bons au lieu du comptant. L'acte No 4 de 1871 déclare :

"L'Etat de la Louisiane passe le contrat suivant avec la compagnie de levées :"

"L'auditeur des comptes publics paiera à la compagnie cinquante cents par yarde cube de levées construites par la compagnie après le 1er octobre 1873 et conformément aux lois et aux contrats existants soixante-dix cents par yarde cube de levées construites avant le 1er octobre 1875. La compagnie essaie d'obtenir de l'Etat l'exécution de son contrat.

On dit que la Compagnie des Levées n'a pas les moyens de maintenir le système des levées et que conséquemment son contrat doit être annulé. Le fait est que si l'Etat était en mesure de payer comptant tout le travail fait, notre compagnie pourrait construire autant de millions que l'on voudrait de yardes tous les ans pour un prix inférieur à celui du contrat actuel. C'est l'Etat et non la Compagnie qui n'a pas les moyens de maintenir le système des levées. Notre Compagnie désire vivement que les Etats-Unis prennent leur charge la construction des levées et leur entretien sur toute la longueur du Mississippi, et elle est prête, s'il le faut, à céder au gouvernement fédéral tous ses droits et tous ses privilèges pour assurer ce résultat.

Nous approuvons complètement la clause du bill des levées présenté au dernier Congrès, lequel est ainsi conçu :

"Le secrétaire de la guerre, après les avis nécessaires, adjugera tous les travaux à exécuter d'après cette loi et le chiffre de l'allocation, sous la surveillance du dit chef des ingénieurs, au dernier et plus bas offrant, fournissant les garanties nécessaires, et en aucun cas la somme ainsi allouée ou une partie quelconque de la dite somme ne sera employée au paiement de dettes faites par les autorités locales de levées, ou à aucun autre travail que celui qui aura été adjugé et qui devra être exécuté sous la surveillance du dit chef des ingénieurs."

Nous n'avons, sous aucun rapport, d'intérêts contraires à ceux de nos concitoyens de la Louisiane. Nous croyons avoir été très utiles au public en maintenant les levées de l'Etat autant que nous l'avons pu avec les moyens dont nous disposions, et en nous conformant aux ordres reçus de la Législature, depuis cinq ans, bien que l'Etat ait été loin de pouvoir payer promptement.

Nous avons été fidèles de tout point aux conditions de notre contrat ; nous avons fait plus que nous ne le devions, et nous affirmons n'avoir jamais cessé de mériter la confiance et l'estime du public. On s'est habitué à injurier la Compagnie des Levées, à lui adresser des reproches immérités et à la vilipender sans motif et par pure convention, parce que toutes les enquêtes dont elle a été l'objet ont prouvé que ces attaques étaient injustifiables.

Il est certain que jusqu'à ce que le gouvernement général vienne en aide à la Louisiane, il n'existe, pour obtenir la protection même partielle que l'Etat doit aux contribuables, aucun moyen aussi économique que celui qui existe. Si le public est d'un avis contraire, nous sommes prêts à nous retirer dès que l'Etat aura réglé ce qu'il nous doit pour les travaux déjà exécutés.

J'appellerai maintenant respectueusement l'attention publique sur la résolution suivante, adoptée à l'unanimité par le Conseil de Direction, à sa réunion mensuelle régulière, tenue le 9 novembre 1875, et qui exprime les vues et les plans de la Compagnie des Levées :

"Attendu que la compagnie des Levées de la Louisiane ne peut pas construire toutes les levées de l'Etat avec les taxes assassées et collectées dans ce but, amoindries qu'elles sont par les forts impôts qui en sont distraits pour subvenir aux besoins courants de l'Etat et par des commissions payées aux assesseurs et collecteurs des dites taxes conformément à une interprétation de la loi que nous considérons comme erronée et même manifestement contraire à la loi d'incorporation de la compagnie, —et

"Attendu que le Conseil de Direction désire que le gouvernement des Etats-Unis se charge exclusivement des levées de l'Etat et en ait le contrôle ;

"Résolu que le dit Conseil de Direction exercera toute son influence pour décider le gouvernement général à assumer le contrôle de toutes les levées de l'Etat de la Louisiane. Dans le cas où le Congrès s'y déciderait, la Compagnie des Levées de la Louisiane renoncera à tous les droits, titres et privilèges que lui reconnaît la loi d'incorporation, pourvu que l'Etat de la Louisiane fasse un règlement juste et équitable des sommes dues à la dite Compagnie à l'époque de la cessation du contrat, pour construction et réparation de levées conformément au dit contrat."

JOHN HENDERSON,
Président de la Compagnie de Levées de la Louisiane.

Causerie Scientifique.

Le jaborandi vient d'être l'objet d'un travail remarquable de M. Albert Robin, interne des hôpitaux, et M. Albert Bouley, membre de l'Académie des sciences, s'est empressé de communiquer à ses confrères le mémoire intéressant de ce jeune savant. A.

Qu'est-ce que le jaborandi ? C'est une plante exotique, originaire du Brésil, et introduite en France il y a peu d'années par un médecin brésilien, M. Docteur Continho. Elle jouit de la singulière propriété de provoquer—constamment, avec une sûreté précieuse, une transpiration et une salivation abondantes. Son nom scientifique, déterminé par MM. Planchon, Baillon et Gubler, est *pilo carpus pinnatus*.

Le jaborandi provoque la transpiration avec une telle efficacité et une telle rapidité qu'on peut pour ainsi dire, à coup sûr, indiquer d'une façon presque mathématique l'instant où son action commencera à se faire sentir sur le malade. Ainsi, il est arrivé à un docteur de mes connaissances d'administrer une infusion de cette plante à l'un de ses clients, et d'avertir qu'un quart d'heure après une abondante transpiration serait établie. La chose eut lieu, en effet, et le domestique du malade m'exprimait quelques heures plus tard son admiration :

—Oh ! monsieur, disait-il, c'est là un docteur, un fameux docteur ; il a dit qu'au bout d'un grand quart d'heure, monsieur suerait. Eh bien ! juste un quart d'heure après avoir pris sa tisane, monsieur a sué. Pour un docteur, celui-là, c'en est un, et un bon. Ce n'est pas comme les autres qui donnent à vous donner des médecines, il vous prend votre argent, vous avalez ces médecines, ça ne vous fait pas plus d'effet que si vous aviez pris de l'eau. Mais celui-là, c'est un bon docteur ; aussi il est chirurgien des hôpitaux.

Il s'agissait du docteur Dolbeau, qui a d'ailleurs d'autres titres pour inspirer confiance à ses malades que l'administration du jaborandi.

Pour en revenir à cette plante, M. Robin en a étudié les effets dans le laboratoire du docteur Gubler, en s'aidant du secours de la balance du thermomètre, du sphygmographe, enfin en faisant usage de tous les moyens d'investigation les plus rigoureux que la science possède. L'auteur a fait du nouveau médicament une histoire aussi complète que possible. Les applications thérapeutiques en sont nombreuses. Le traitement du rhumatisme, de la goutte, de la pleurésie, de la pneumonie, de la néphrite en obtiendra des résultats avantageux. M. Bouley termine son rapport verbal par la demande du renvoi de ce mémoire au concours du grand prix de médecine.

On entend beaucoup parler en ce moment de chiens enragés, et l'on pourrait croire qu'en effet cette maladie épouvantable sévit actuellement sur la race canine avec une violence inouïe. Il n'en est rien heureusement. Un défaut de statistique rend bien difficile le dénombre de tous les chiens abattus sous prétexte de rage tous ceux qui l'ont été par une simple crainte préventive, il n'en resterait assurément pas un seul de tout le canin. Cette maladie, d'ailleurs, est beaucoup moins commune pendant l'été que pendant l'hiver. C'est du moins ce qui semble ressortir avec évidence des statistiques faites dans ces dernières années. C'est là encore pour populaire qu'il convient de combattre, et de s'exprimer, si quelque chose peut être, de n'avoir pas ces craintes, ces épouvantes déconfondues qui font fuir à l'aspect de tout chien inconnu et haletant, et poussent la pauvre bête à outrance à laquelle il n'en peut mais, et à la tuer sur l'heure sans s'inquiéter si elle est ou non malade.

Il est vrai que les symptômes de la rage sont assez difficiles à reconnaître, car cette maladie est une des plus épouvantables, des plus cruelles et malheureusement des plus incurables. Mais il ne faut pas s'en désespérer un peu, il faut se rappeler que tous les chiens ne sont pas nécessairement enragés, que tous les gens enragés ne se précipitent pas furieusement sur toutes les personnes qu'ils rencontrent, qu'enfin toutes les personnes et tous les chiens mordus ne contractent pas inévitablement la rage. Il y a dans la contagion de cette horrible affection une grande part à faire à l'imagination. Ainsi, on a observé, et c'est là un fait excessivement remarquable, que la plupart des enfants mordus par des chiens véritablement enragés ne devenaient point malades ; tandis qu'on a vu des grandes personnes présenter tous les symptômes de cette maladie après avoir reçu, non pas sur d'un chien que des constatations ultérieures ont démontré être dans un très bon état de santé. L'imagination seule avait fait tout.

Il est encore une autre croyance, qui est communément reçue et qui est autrement dangereuse que celle-ci : c'est celle qui tend à mettre les propriétaires de chiens dans une fausse sécurité. On a dit et répété souvent que le chien enragé ne mordait jamais son maître. C'est là, malheureusement, une grande erreur. On a cité quelques exemples de tels malheurs. Le chien que la rage étreint arrive souvent à un tel état de fureur qu'il méconnaît tout jusqu'à son maître ; il faut qu'il morde, il ne peut plus obéir et tous ses sentiments affectueux sont momentanément anéantis par l'horrible mal qui l'hallucine et pervertit tous ses sens. Mais ce n'est pas dans l'état de fureur que le chien enragé est le plus dangereux, c'est dans l'intervalle des crises, on pendant le temps qui précède l'explosion du premier accès qu'il est surtout à redouter. Il se montre alors excessivement caressant, il cherche à lécher et c'est dans ces caresses, dont on ne se méfie nullement qu'il est le plus sûrement la cantagion. On m'a cité récemment l'exemple d'un homme qui, portant une légère égratgnure à la lèvre, fut mis en puissance de mort par les caresses affectueuses de son chien qui avait l'habitude, avant son lever, de sauter chaque jour sur son lit.

Quand donc on voit un chien devenir plus caressant, plus affectueux que de coutume ; quand on le voit s'agiter, avoir des hallucinations et se précipiter vers des inventions ; lorsqu'il plonge la tête de sa niche et qu'on n'en retrouve point les débris, on doit s'en méfier et le tehir pour suspect. Pas plus qu'on n'a jusqu'ici découvert de remède contre la rage, on n'a point découvert un signe infaillible qui décèle avant son explosion ; et c'est là précisément le danger. Il est donc nécessaire que chaque propriétaire de chien étudie attentivement les moeurs habituelles de ses animaux et qu'il use de la plus grande prudence dès qu'il s'aperçoit de quelque changement insolite dans leurs allures. Ce n'est qu'à ce prix que bien des grands malheurs pourront être évités.

Les cas d'insolation, de folie, de suicide, sont de plus en plus nombreux ; ils sont dus en partie à l'isolement des plus simples règles recommandées par l'hygiène. On n'aurait point ces malheurs, ces accidents, ces attentats à déplorer si l'on se pénétrait bien de cette vérité, qu'il faut plusque la température devient exceptionnellement élevée, changer complètement sa manière de vivre, et la conformer à celle dont usent les habitants des climats brûlants. Il conviendrait alors d'imiter la sobriété des Espagnols et des Arabes. Les pertes de chaleur subies continuellement par le corps devenant moindres, et même presque nulles, il n'est plus nécessaire de lui fournir une somme d'aliments aussi considérable.

Un Esquimaux, transporté du Groënland sur les bords de la Seine, qui continuerait à faire usage d'huile de phoque ne tarderait point à succomber sous l'excès du trop plein d'aliments calorifiques infiniment absorbés par lui ! Il en est de même de nous. Nous ne changeons point, il est vrai, de contrée, mais le climat a changé et pendant quelques jours de l'été il est comparable à celui des pays placés beaucoup plus près de l'équateur ; il faut donc alors nécessairement changer sa manière de vivre accoutumée et la rapprocher autant que possible de celle des peuples qui vivent dans ces chaudes régions. C'est là une chose tout à fait élémentaire qu'on s'étonne d'avoir besoin de répéter si souvent.

DESMARE.

De Dumas à Desmare, aux soins de M. Canivet, commissaire de police, à Saint-Germain.

Paris, vendredi, 29.

Hélas ! mon cher Desmare, malgré tout votre bon vouloir et l'habileté réelle que vous déployez, je crois que c'est partie ce que vous nous ne pourrons éviter la catastrophe.

Pendant que vous vous épuisez en recherches, l'ennemi ne reste pas inactif. Et, il n'y a pas à se le dissimuler, il conserve ses positions. Caché dans un bois, il tire à boulet rouge sur nous, qui sommes en plaine.

J'ahuri, l'état de Jean, sans être réellement inquiétant, ne laisse pas de me donner quelque souci. Il a une fièvre violente et bat partoie la campagne. Le confrère du docteur Martin me rassure en m'affirme qu'il n'y a aucun danger sérieux. Mais, en tout cas, vous comprenez bien que cette nature éminemment sensible est fortement ébranlée, et que les derniers événements ne sont pas de nature à lui rendre le calme. Aussi ne lui ai-je pas montré la lettre de désaveu que vous avez dictée, sous la pression de vos savants contradicteurs, qui voient dans une trombe un conflit entre deux courants atmosphériques opposés. Y a-t-il propulsion en avant, ou réaction en arrière, comme on le démontre dans les cons à l'aide de l'élégant tourniquet hydraulique, je l'ignore, et je renvoie ceux qui voudront approfondir ce point obscur et mystérieux de la doctrine aux volumineuses communications de M. Faye insérées dans les comptes rendus de l'Académie des sciences.

L. CHARMOLUE.

—Madrigal matrimonial :

Un mari, qui célébrait hier le premier anniversaire de son mariage, a trouvé le moyen de dire, de la façon la plus charmante, à sa jeune compagne, que le temps lui avait semblé court.

—Ma chère amie, lui a-t-il dit, cette *année* a été le plus beau *jour* de ma vie !

—Un saltimbanque, qui avait perdu son tambour, disait l'autre jour, d'un air à la fois emphatique et lamentable :

—Qu'est-ce que vous voulez que je devienne, maintenant que n'ai plus mon *fonds de roulement*.

—Anecdote matrimoniale de l'*Abeille de Mons* :

M. D..... va marier sa fille à un gendre modèle, et de son choix.

Il vient de sortir de son cabinet, et lorsqu'il y rentre, il pousse un cri aigu.

—Baptiste, où est le contrat de mariage! Je viens de le laisser sur la table!

—Ah c'était ça ! dit tranquillement le domestique. Chez monsieur votre futur gendre j'avais l'ordre de jeter au feu tous les papiers timbrés!

Comme le futur beau-père a dû être rassuré!

FEUILLETON.

LA POIRE D'ANGOISSE.

PAR WILLIAM COBB.

XXIII—Suite.

Et, comme il ne me plaît point de vous laisser si mauvaise opinion de moi, je vais maintenant vous raconter l'emploi de ma journée d'hier, de *notre* journée, veux-je dire, car il est bien entendu que tout ce qui va suivre appartient au-si bien au docteur Martin qu'à moi-même.

Mon brave docteur n'a vu que l'apparence comme moi ! quel puits de science, quand on y jette, — comme disait le *Tintamarre*, — le sous de l'observation. Si je vous rapportais l'incroyable qu'il m'a fait subir sur les moindres circonstances de mon enquête, vous déclareriez que je ne suis qu'un gamin auprès de lui.

L'affaire de Pretz a pris pour moi le caractère d'une lutte dans laquelle, par amitié pour vous et pour l'eyrand, je suis en quelque sorte personnellement intéressé. Et cela, à mon insu, nuit un peu à la rectitude du jugement. Tandis que mon ami Martin ne fait tout l'effet d'un algébriste auquel on a posé un problème. Il n'y a pas de personnes en jeu, mais des a et b anonymes. D'où son calme.

Nous sommes partis pour Saint-Germain et sommes allés tout droit chez la veuve Berserot, espérant obtenir d'elle quelques renseignements. Mais elle, est toujours dans un état de prostration complète, se désole et ne peut nous fournir aucune indication utile.

Ce point que nous avait le plus frappés, et sur lequel j'avais attiré moi-même l'attention de Martin—je tiens à réserver ma part d'enquête,—c'est le saut formidable que l'assassin a exécuté pour s'échapper du jardin après le meurtre.

Vous n'avez pas oublié que les dernières marques de pieds cessent, ainsi que je l'ai constaté dans ma première enquête, à près de trois mètres du mur, et à franchi de cette façon est non moins considérable que celui de Pretz.

Cela admis, dans quelles conditions un homme peut-il accomplir une semblable prouesse ?

Quand il s'est longtemps exercé ; ce qui nous ramène au saltimbanque de profession, ce que je ne veux pas supposer.

Quand il se trouve dans une situation physique et morale telle que ses forces diverses accumulées en un seul point de l'organisme, lui donnent une puissance décuplée, comme celle qui lui appartient à l'état normal.

La terreur, notamment, produit ces résultats, on le sait. Celui qui s'enfuit, affolé des balles, des fossés que, en tout autre cas, il considérerait comme des obstacles insurmontables.

Soit. Est-ce donc la terreur qui a donné des ailes aux pieds de notre assassin ? Le supposer serait enfantin. Un homme qui vient, armé d'un couteau, pour voler et tuer au besoin, éprouve, à rencontrer un adversaire armé d'un bâton, une surprise très désagréable, j'en conviens, mais non pas cette terreur effroyable qui seule peut donner des muscles d'acier. Etait-il pourvu ? On sait le danger auquel Berserot était tombé ! En admettant que le meurtrier jugeât inopportun de percevoir dans son entreprise, il n'avait qu'à s'enfuir par l'issue qui lui avait donné accès.

Or, notez ceci.—le malfaiteur a pénétré dans le jardin par une sorte de brèche pratiquée dans le mur du potager et qui permettait une fuite facile, rapide et sans risque.

Alors pourquoi avoir sauté ?

Parce que l'assassin ne savait plus ce qu'il faisait.

Allons plus loin. Il a reçu un terrible coup à la tête, ainsi que le prouvent les cheveux blonds adhérents au bâton...

Si le choc avait été assez violent, pour *détermiuer un accès subit d'aliénation mentale ?*

Quand ces mots furent prononcés, nous étions, le docteur et moi, dans l'arrière-salle d'un petit cabaret de Saint-Germain, en face d'un vermouth, que je ne vous recommande pas.

J'ai fait un geste si brusque que j'ai renversé mon verre. Le docteur, qui tenait une pipe serrée entre l'index et le pouce, l'a laissé choir dans un flot de pernod aromatique—style noble—et nous avons prononcé ensemble ces deux mots :

—Un fou !

Puis nous nous sommes regardés bouche béante, le docteur se passant les mains sur le crâne par un mouvement qui lui est habituel.

—Un fou ! avons-nous répété avec un accent de mutuelle interrogation.

Cette idée jaillissait des entrailles mêmes de la situation.....

Un fou en qui toutes les facultés organiques sont atrophiées ou plutôt entourées dans leurs expressions morales, peut posséder une incroyable vigueur physique.

Pinel raconte qu'un aliéné, d'une faiblesse de constitution pareille à celle d'un enfant, fut une fois soumis à l'horrible traitement de la douche d'eau glacée, par surprise..... D'un bond, le patient s'élança sur son gardien et, de ses doigts faibles et délicats, l'étrangla par une seule pression.

Du reste, le fait ne demande pour ainsi dire aucune démonstration.

Si le coup de bâton a déterminé la folie, l'homme pouvait sauter la distance en question.

Et *le assassin était fou, d'ores et déjà avant le coup de bâton !*.....

Ici je m'arrête. L'heure du courrier me presse, et voilà plus de deux heures que j'écris. Il me reste à vous donner mes instructions.

Ecrivez-moi immédiatement, et dites-moi si le Lucien connut quelque nouvelle infidélité conjugale ; encouragez Peyrand ; et surtout obtenez de lui qu'il ne tente rien et qu'il se tie entièrement à nous. La moindre imprudence pourrait tout perdre, en précipitant la crise. Et puis vous donner d'adresse exacte, mais mon excellent ami Canivet, que vous n'avez pas oublié, et qui éprouve une véritable passion pour moi, s'est bien engagé à la poste restante. Ecrivez-moi donc sous son couvert, il me fera parvenir immédiatement vos lettres.

Encore un mot, courage.

Nous repartons sur cette donnée : l'assassin de Berserot est blond, il est fou et il avait en sa possession un couteau ayant appartenu à Lucien de Pretz. Ça va bien, ça marche, et je ne suis pas inquiet à bientôt.

DESMARE.

Taux du port de lettres, etc. pour les Etats-Unis.

Voici les taux du port des lettres, etc. pour les Etats-Unis.

N. B.—Tout ce que transporte la malle (excepté les journaux envoyés à des abonnés, d'un bureau de publication connu) doit être affranchi d'avance par timbres.

Une lettre sur la malle un port est payé un plein cent par demi once, mais additionnel peut être exigé, sera expédié lorsqu'elle aura été déposée à un bureau de poste, mais il sera dit sur la lettre que le reste du port devra être perçu sur l'arrivée. Si le port n'est point payé ou si moins qu'un port plein est payé, la lettre sera envoyée au bureau en sont déposées les lettres non affranchies. Si, par inadvertance, elle arrive à destination, elle paiera, sur livraison, le double du port. "Un port plein signifie trois cents."

Dans les grandes villes dans les districts qui touchent à de grands centres de population et ayant deux (ou davantage) bureaux de poste à une distance de trois milles l'un de l'autre, les lettres déposés à l'un de ces bureaux et adressés à une localité dans les limites de livraison d'un autre de ces bureaux, laquelle lettre aura été affranchi par timbre-poste pour le paiement du port local seulement, peut être expédié, mais le reste du port devra être perçu sur livraison.

Si des articles qui doivent payer différents taux de port sont envoyés dans un seul paquet, le taux le plus élevé devra être payé sur tout le paquet, mais deux (ou davantage) différents taux devant payer le même port peuvent être envoyés dans le même paquet sur paiement de ce taux sur le paquet entier.

Les articles suivants sont exoins des malle: les liquides, les poisons, le verre, les matières explosives ; les livres, les brochures, les tableaux et autres publications obscènes ou indécentes ; les lettres sur ces enveloppes desquelles et toutes les cartes postales sur lesquelles des épithètes grossières sont écrites, imprimées ou gravées ; sur lesquelles des devises déloyales sont imprimées ou gravées ; les matières réalisées qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détruire, déligurer ou maculer les contenus du sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de retenir ou de retarder une livraison avantage que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures partielles (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant les sacs aux éditeurs et excepté les lettres locales) ; sur tous les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles donnée par la suscription primitive, (excepté la correction d'erreurs typographiques) ; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppées ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans en détruire, l'enveloppe ; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et renfermant quelque chose qui ne soit pas seulements bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement ; sur tous les paquets ne devant pas payer de port mais dans lesquels sont cachées des lettres, &c., qui devraient payer le port—3 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des porteurs, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deux me classe.

N.B.—Cette classe comprend tous les journaux, magasins et revues imprimés et émis à des époques annoncées, d'un bureau de publication connu, adressés à des abonné réguliers.

Affranchissement.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques reçus, mis à la poste, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur tous les journaux et publications périodiques paraissant toutes les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre : moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans la présente loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au département du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875 sur réception des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par l'éditeur, abonné ou agent qui sera fourni par le maître de poste-général, lequel timbre sera apposé au dit paquet ou au sac qui le contiendra, ou sur un mémorandum spécial de dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire a chacun abonné résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder cent onces (ce qui est, c'est-à-dire, quatre livres.) Les paquets pesant plus que le poids prescrit ne passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magasins passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les circulaires non cachetées, les prospectus, les manuscrits de livres et les épreuves, les cartes imprimées, les mappes, les lithographies, les impressions, les lithographies chromo, les gravures, les semences, les boutures, les bulbes, les racines—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre livres.

Sur les livres—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les circulaires non cachetées, les journaux passagers ou adressés à des abonnés réguliers—excepté les journaux hebdomadaires, qui peuvent être livrés aux abonnés par eux-mêmes, et les journaux trimestriels réguliers, et sur les publications périodiques dont le poids n'excède pas deux onces—quand ces journaux, etc., sont déposés à un bureau de porteurs de lettres, pour livraison par les porteurs—1 cent chacun.

Sur les publications périodiques de deux livres, quand elles sont déposées à un bureau de porteurs de lettres pour livraison par le bureau ou par des porteurs : 3 cents chacun.

VAPEURS.

LA COTE DU LAC.

Pour l'hiver.

Steamer de la malle des Etats-Unis.
Entre Mandeville et la Nlle-Orléans.

Pour Mandeville, Lonisbourg, Madisonville et Covington.

Le beau steamer,

C. A. KILA

Transportant la malle des Etats-Unis, ira marcheir et à basse pression,

capitaine Wm. Hannover,

partira, ainsi qu'il est dit ci-dessus, le LUNDI et le JEUDI, à l'arrivée du train de dix heures du matin : le MARDI et le SAMEDI, à l'arrivée du train de 4 heures de l'après-midi. Le LUNDI et le JEUDI, il ira jusqu'au "Old Landing", sur la rivière Tchefuncta, pour Covington. RETOUR : il quittera "Old Landing" le MARDI et le VENDREDI, à 6 heures du matin : Madisonville, le LUNDI et le JEUDI matin.

Le service se fera régulièrement, à moins de mauvais temps ou de basses eaux.

Il y a un restaurant à bord du steamer.

22 avril75—1an Au No 20 de la rue de l'Union.

SAINT JOHN

Capitaine LEONARD BERGERON,
J. C. BERGERON, Commis
Commis. E. LERLANC.

Pour frêt ou passage, s'adresser à bord ou à E. O. MELANÇON, agent,
29 oct—1m No 36 de la rue Conti.

Pour la Côte et le Bayou Lafourche.

Le rapide et sûr bateau à passagers,

ROBT. YOUNG,

C. D. TERREBONNE, Capte.

Partira tous les SAMEDIS à 5 heures P. M. et tous les MERCREDIS à midi, commençant le samedi 13 novembre 1875.

Pour l'ét ou passage, s'adresser à bord ou à HITE & CARLIN, agents,
13nov—1m No 3 rue Tchoupitoulas.

Paquebot de la Côte et de Lafourche, Jusqu'à Thibodeauxville.

Trois fois par semaine.

Le beau steamer

HENRY TETE,

capitaine Jos. Ancoin.
M. H. Landry et M. H. Charlet, commis.

Partira de la Nouvelle-Orléans, tous les MARDIS, JEUDIS et SAMEDIS à midi.

Retournera de Thibodeauxville, les MERCREDIS, VENDREDIS et DIMANCHES matin, à daylight, et fera le service entre Thibodeauxville et Lafourche.

Pour frêt ou passage, s'adresser à bord ou à
E. RIVET,
No 1 rue Conti.

Paquebot de la côte et du Bayou Lafourche.

Départ, le MERCREDI et le SAMEDI, à 5 heures P. M.

Le bon bateau à vapeur

ERA No 10,

En marcheur, capitaine T. L. TAYLOR, Clk. Tous les Lundis et J. B. Landry, comps.
20oct—

Paquebot de la Nlle-Orléans et de la côte, ou-dessus de la ville, jusqu'à l'habitation "Union", partant de Bayou Lafourche.

Le beau bateau à vapeur

W. J. POITEVENT,

S. Hèbo, capitaine,
Gomma, chez F. Bartley,

partira de la Nlle-Orléans, tous les LUNDIS, MERCREDIS et VENDREDIS, à 10 heures du matin, pour la côte tous les MARDIS, JEUDIS et SAMEDIS.

Pour frêt ou passage s'adresser à bord ou à W. J. POITEVENT,
20oct—1m No 20 de la rue Conti.

Pour la Côte au-dessus de la ville.

La Nouvelle-Orléans, la côte et le débarcadère de la Nouvelle-Orléans et White Hall Saw Mill,—Trois fois par semaine—Le beau steamer à vapeur

MARY IDA,

Capitaine J. A. Enis ; commis E. M. Valette.

Partira de la Nouvelle-Orléans, tous les MARDIS, JEUDIS et SAMEDIS à 10 heures du matin. Il sera de retour les MERCREDIS, VENDREDIS et DIMANCHES, après-midi, à jour.

Pour frêt ou passage, s'adresser à bord ou à W. J. COMAUX, 20 rue Conti.
5mai—1an

Pour la Côte au-dessous de la ville.

Départ tous les MERCREDIS et SAMEDIS à midi.

Pour les forts, la station de la Quarantaine Buras, toutes les habitations et tous les débarcadères, le bateau à vapeur

ST. MARY,

neuf et fin marcheur, capitaine Fred Probst, commis J. C. Tremoulet, et O. Legier, (2me commis), partira ainsi qu'il est dit ci-dessus. Les mercredi et samedi il descendra jusqu'à la station de la quarantaine. 2oct—

BANQUE NATIONALE DE LA NLLE ORLEANS.

A la clôture des affaires de 2 octobre 1874.

RESSOURCES

Prêts et escomptes	$2,793 83
Fonds en mains	1,427 00
Bons des E. U. pour garantie la circulation	200,000 00
Autres actions, Bons et hypothèques	2,500 00
Dû par des agents de rachat et de réserve	8,877 58
Dû par d'autres banques nationales	6,236 51
Dû par des banques et des banquiers d'Etat	581 07
Propriétés foncières, mobilier et installations	10,000 00
Dépenses courantes et taxes payées	6,148 18
Primes payées sur bons des E. U.	54,000 00
Chèques et autres items au comptant	290 40
Echanges pour le Clearing-House	20,055 91
Billets d'autres banques nationales	32,227 00
Petite monnaie y compris les nickels	945 05
Espèces	844 18
Billets Legal Tender	70,000 00
Ung pour cent, fonds de rachats	9,00 00
Total	$714,922 01

PASSIF

Capital payé	$200,000 00
Surplus